

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 26 décembre 2016

WONDO, Jean-Jacques, *Dossier élections RDC, Portrait: Samy Badibanga Ntita*, Éclairage du GRIP, 26 décembre 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2204>



Dossier élections RDC

Portrait : Samy Badibanga Ntita¹ ?

Par Jean-Jacques Wondo

26 décembre 2016

Par une ordonnance présidentielle du 17 novembre 2016, le président de la RDC, Joseph Kabila, a nommé Samy Badibanga Ntita au poste de Premier ministre conformément à l'[accord politique](#) conclu un mois plus tôt entre les partis progouvernementaux et une frange de l'opposition. Cet accord prévoit la mise en place d'un gouvernement intérimaire jusqu'en avril 2018, quand devraient être organisées des élections générales. Cette nomination est une grande surprise. Les analystes s'attendaient plutôt à voir l'ancien président de l'Assemblée nationale et président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), l'opposant Vital Kamerhe, occuper cette fonction. Badibanga va diriger un gouvernement éléphantesque de 67 ministres et vice-ministres.

Une jeunesse embourgeoisée, entre la RDC et l'Europe

Né à Kinshasa en 1962, il est le sixième enfant d'une fratrie dont il porte le nom original de son père, Samuel Badibanga, un ancien notable et « évolué » du Grand Kasai. À Kinshasa, sa famille a principalement vécu dans le quartier huppé de Binza Ma Campagne, dans la commune de Mont-Ngaliema. Un ami de jeunesse, Michel Gallet, le décrit comme un homme de culture, non conflictuel mais audacieux. Par contre, un haut cadre de l'UDPS, son parti d'origine, voit en lui un affairiste, « prêt à tout pour de l'argent, propre ou sale ».

Badibanga est originaire de la chefferie de Bakwanga, dans le territoire de Katanda, près de la ville de Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental. Le Kasai, un des principaux fiefs de l'UDPS, dont est également originaire son président, [Étienne Tshisekedi](#), est aussi connu pour être le centre congolais du diamant. Ces deux caractéristiques vont impacter les carrières socioprofessionnelle et politique du nouveau Premier ministre.

1. Cet éclairage fait partie du projet du GRIP « [Dossier élections RDC : portraits et éclairages thématiques](#) ». Il est publié parallèlement à l'éclairage de Marcel-Héritier Kapitene, « [Économie congolaise : entre une croissance en trompe l'œil et un social déconnecté](#) ».

Au début des années 1980, Badibanga part poursuivre ses études supérieures à Anvers, où il obtient notamment un diplôme de l'école du *Hoge Raad voor Diamant*¹ et de l'*International Gemological Institute*². Il débute sa carrière en 1986 en tant qu'administrateur délégué de la SOCODAM SPRL, puis devient en 1995 administrateur et directeur général de la SAMEX TRADING SPRL, partenaire en joint-venture de BHP-Billiton³, premier groupe minier mondial⁴.

Consultant pour ce groupe, il est également directeur général de la société LUMI (*Lubi Mining*), créée à la suite d'un joint-venture entre BHP Billiton et la MIBA, société contrôlant l'essentiel de l'exploitation diamantaire en RDC⁵. À ce poste, il promeut l'introduction de BHP Billiton dans des partenariats avec les entreprises publiques congolaises. Plus tard, il évoluera aussi comme consultant auprès du *De Beers Group*, le leader mondial du diamant⁶. Est-ce donc la dépression actuelle dans ce secteur qui l'a incité à troquer son poste d'expert minier international pour le costume de Premier ministre ?

De l'expertise minière aux balbutiements politiques

À l'instar de la plupart des ressortissants Luba, Samy Badibanga milite à l'UDPS pour lutter contre le système Mobutu. Paradoxalement, durant son séjour en Europe, c'est dans les milieux mobutistes qu'il tisse son réseau d'affaires dans un univers où se mêlent politique, sexe, business, escroquerie, blanchiment d'argent et délits d'influence. À cette époque Badibanga évolue entre la Suisse, la France et la Belgique où il possède une résidence dans la commune chic de Waterloo.

Sa relation avec l'UDPS vient aussi de son amitié avec Félix Tshisekedi, l'actuel Secrétaire général adjoint du parti. Les deux hommes se fréquentent à Bruxelles durant les années d'exil intermittent des fils Tshisekedi. Il devient membre sympathisant de l'UDPS en 1994 et membre d'honneur à la veille des élections de 2011. Vers la fin de 2009, il intègre l'inner circle politico-familial du parti et se rapproche d'Étienne Tshisekedi, alors en soin médical à Bruxelles. Dès cet instant, il joue un rôle stratégique dans la redynamisation des activités de l'UDPS et son ouverture vers le monde extérieur. Cette sorte de *realpolitik* opportuniste à la congolaise sera payante dans un parti où le militantisme de terrain prime sur tout.

Conseiller stratégique de Tshisekedi

La stratégie de Samy Badibanga au sein de l'UDPS consiste à y évoluer, non comme un adepte du parti, mais comme un partenaire. À ce titre, il joue un rôle majeur dans la campagne pour l'élection présidentielle du candidat Étienne Tshisekedi en novembre 2011.

Fort de ses connexions politico-économiques, Badibanga a tissé un large réseau de contacts en Europe et dans le monde. C'est grâce à son carnet d'adresses que Tshisekedi a accès aux médias internationaux ou aux sphères du pouvoir comme l'Élysée⁷ et le Quai d'Orsay. En 2011, il est aux côtés de Tshisekedi au Département d'État états-unien et aux Nations unies avec Ban Ki-moon. Il est nommé conseiller stratégique d'Étienne Tshisekedi après le premier congrès de l'UDPS, parti qu'il aide à sortir de l'isolement diplomatique. Ce titre lui permet de conduire la liste de l'UDPS aux législatives de 2011 au Mont-Amba, la circonscription électorale kinoise où se trouvent à la fois la résidence du sphinx de Limete et le siège de son parti. Élu député national, il n'a guère de difficulté à s'imposer président du groupe parlementaire UDPS et alliés, le plus important groupe d'opposition à l'Assemblée nationale.

Des relations en dents de scie avec l'UDPS

La première tension entre Badibanga et Étienne Tshisekedi remonte au lendemain des élections de 2011. Autoproclamé chef de l'État alors que la commission électorale a adoubé Joseph Kabila, Tshisekedi appelle les députés de l'UDPS à boycotter l'Assemblée nationale. Mais Badibanga et une trentaine de députés bravent cette consigne, conduisant à leur expulsion du parti. Il continue néanmoins d'entretenir en coulisses des liens étroits avec les Tshisekedi, particulièrement avec Félix, pressenti à la succession de son père à la tête de l'UDPS.

Ces relations discrètes vont se manifester au Parlement européen, où Badibanga est invité le 20 février 2014 au nom de l'UDPS pour faire le point sur la situation générale de la RDC⁸. À Paris, le 10 décembre 2015 et en compagnie de Félix Tshisekedi, Badibanga s'affiche ensuite avec Moïse Katumbi, qui vient de faire défection du camp présidentiel pour rallier l'aile dure de l'opposition congolaise. On le revoit encore en décembre 2015 à la conférence de Gorée⁹ qui accouche du Front Citoyen 2016. Cette initiative cavalière, non soutenue officiellement par le directoire du parti qui refuse de ratifier la charte du Front¹⁰, va hérissier Étienne Tshisekedi qui tient à garder le contrôle de l'opposition congolaise. C'est alors que, grâce au Front Citoyen 2016, Moïse Katumbi, Vital Kamerhe, Félix Tshisekedi et Samy Badibanga vont tenter de mutualiser leurs efforts¹¹.

De l'exil forcé à la primature : une promotion politique insolite

Cette radicalisation de Badibanga mécontente la majorité présidentielle. En mars 2016, le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, à la suite d'une requête du procureur général de la République, tente d'initier une procédure de levée de son immunité parlementaire pour une affaire de fausse signature à l'Assemblée nationale¹².

Lors d'une rencontre à Bruxelles en janvier 2016, Badibanga confie à l'auteur qu'il est en danger et risque de perdre son poste parlementaire et ses affaires. Il connaît alors une courte période d'exil politique forcé en Belgique au cours de laquelle on peut situer son revirement politique et son rapprochement avec le camp présidentiel, en échange de l'abandon des poursuites et des menaces à son encontre¹³.

La lune de miel de l'opposition tourne donc court, aggravée par un conflit latent de leadership entre Katumbi et Kamerhe, mais aussi entre ce dernier et l'UDPS après le [Conclave de Genval](#) qui accouche du Rassemblement¹⁴. Fait curieux, Badibanga, qui accompagnait les Tshisekedi lors de rendez-vous politiques officiels, est absent à Genval, tout comme Kamerhe. Par contre, l'un et l'autre seront les principaux représentants de l'opposition au « dialogue » de septembre et octobre 2016. Au terme de ce « dialogue », Badibanga sera récompensé par un poste de Premier ministre ce qui lui vaudra d'être désavoué par les autres membres du groupe parlementaire UDPS et alliés, dont il sera démis de la présidence et même exclu le 10 octobre.

Quel atout pour Kabila avec Badibanga ?

Cette nomination-surprise semble procéder d'un subtil calcul de Kabila qui sait que, pour survivre politiquement, il vaut mieux avoir l'UDPS avec soi que contre soi. Par ce coup politique, Kabila viserait d'abord à déstabiliser et à diviser l'UDPS, qui reste la force politique qui contrôle Kinshasa la frondeuse. On peut aussi avancer que la nomination de Badibanga s'inscrit dans une éternelle stratégie de débauchage des opposants, initiée par Mobutu. D'un autre côté, il ne faudrait pas minimiser l'enjeu minier et énergétique qui reste au cœur de la géostratégie des grandes puissances en RDC. La nomination de Badibanga peut aussi être interprétée comme un signal d'assurance lancé par Kabila aux multinationales minières.

La tâche du nouveau Premier ministre sera très ardue et sa marge de manœuvre réduite. En effet, Badibanga devra gérer un gouvernement dont les ministres doivent leur poste à leur participation au dialogue conclu en octobre. De plus, le Parlement reste dominé par la majorité présidentielle, qui se taille la part du lion des ministères régaliens et stratégiques, tels que la Défense, les Affaires étrangères, la Justice, l'Intérieur et les Finances, de même que les Mines et les Hydrocarbures. Par ailleurs, il devra aussi composer avec la résistance possible de l'UNC de Kamerhe, qui pourrait se montrer insatisfaite de la redistribution des postes, bien que sa participation au dialogue semble, aux yeux de certains, le principal argument conférant une certaine légitimité à ces assises.

En outre, son expulsion de l'UDPS l'empêche de disposer de l'influence et des atouts politiques suffisants pour désamorcer la bombe populaire que constitue l'ouest du pays, resté très hostile à Kabila. Son absence de charisme risque de rétrécir sa marge de manœuvre dans un contexte de grave crise politique, aux conséquences incertaines sur l'avenir et la stabilité de la RDC. Enfin, l'accord avec la frange majoritaire de l'opposition arraché par la CENCO dans la soirée du 22 décembre devrait faire entrer Badibanga dans l'histoire de la RDC comme un des Premiers ministres les plus éphémères du pays.

* * *

L'auteur

Jean-Jacques Wondo Omanyundu est chercheur associé au GRIP et, entre autres, analyste des questions politiques et sécuritaires de la RDC et de l'Afrique médiane.

Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

1. Haut conseil du diamant, en français.
2. [Qui est Samy Badibanga le nouveau Premier ministre ? biographie](#), *Actualité.cd*, 18 novembre 2016.
3. [Bientôt la publication du gouvernement BADIBANGA](#), *Berger-Media.info*, 17 novembre 2016.
4. Au 16 décembre 2016. Voir [Présentation de la Société BHP BILLITON PLC](#), *Le Figaro*.
5. [Candidat Porte-parole de l'opposition / UDPS : Samy Badibanga officiellement investi !](#), *La Prospérité*, republié sur Onewo-vision, 18 juin 2012.
6. Jean-Jacques Wondo, [Badibanga dame le pion à Kamerhe : Épilogue d'une saga politique à la congolaise](#), *Desc-Wondo*, 23 novembre 2016.
7. [Tshisekedi à l'Élysée](#), *Jeune Afrique*, 25 novembre 2010.
8. [Sammy Badibanga au Parlement européen](#), *YouTube*, 21 février 2014 ; [Elections en danger: Udps & Alliés, Samy Badibanga sensibilise le Parlement Européen!](#), *CongoForum*, 24 février 2014.
9. La conférence de Gorée a été organisée du 11 au 14 décembre 2015 par la Fondation Konrad Adenauer.
10. [Présidentielle en RDC : comment le « Front citoyen 2016 » compte faire respecter la Constitution](#), *Jeune Afrique*, 15 janvier 2016.
11. [RDC : Moïse Katumbi et Félix Tshisekedi s'unissent à Paris pour le départ de Joseph Kabila en 2016](#), *Jeune Afrique*, 10 décembre 2015.
12. [Levée d'immunités des opposants Samy Badibanga, Mohindo Nzangi et Fabien Mutond : La démocratie est en danger](#), *Courrier des Afriques*, reprenant *Le Potentiel*, 27 mars 2016.
13. Cet entretien est relaté dans Jean-Jacques Wondo, *op. cit.*
14. Jean-Jacques Wondo, [Opinion : La rencontre de tous les enjeux à Genval : vers l'unité de l'opposition congolaise ?](#), *Desc-Wondo*, 9 juin 2016.